

DÉPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

**ARRÊTÉ DU PRÉSIDENT
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**

PORTANT SUR LA MODIFICATION D'UNE MICRO CRECHE

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L. 2324-1 à L. 2324-4 et R. 2324-16 à R. 2324-50 ;

Vu le décret n°2021-1131 du 30 août 2021 relatif aux assistants maternels et aux établissements du jeune enfant notamment l'article 15 sur les dispositions finales et transitoires ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération du conseil départemental du 30 juin 2017 portant adoption du pacte des solidarités et du développement social notamment ses volets 1 à 4 et 6 ;

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental en date du 26 octobre 2017, autorisant la SARL « mahyfee » à créer une micro crèche à Billy-Montigny ;

Vu la décision défavorable du Président du Conseil départemental, en date du 8 septembre 2022 concernant la demande de déménagement et d'extension à douze places ;

Vu la demande de recours gracieux déposée le 13 septembre 2022 par madame Fanny Leroy, gérante de la SARL « mahyfee », tendant à obtenir l'autorisation de déménagement et d'extension à douze places ;

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental, en date du 21 septembre 2022 concernant la poursuite de fonctionnement de la micro-crèche « mahyfee » à Billy-Montigny suite à un déménagement et à une demande d'extension à 12 places.

Le Président du Conseil départemental,

Considérant qu'il convient d'abroger l'arrêté du 21 septembre 2022, visé ci-dessus, suite à une erreur dans l'article 3 indiquant les horaires d'ouverture de la micro-crèche de 8h00 à 17h30 au lieu de 7h00 à 19h00 ;

Considérant qu'après l'instruction du dossier, les conditions d'installation d'organisation et de fonctionnement de cette structure d'accueil d'enfants de moins de six ans sont remplies ;

En conséquence et sur proposition du médecin chef du service départemental de la protection maternelle et infantile ;

ARRÊTE :

Article 1 :

Le présent arrêté abroge celui du 21 septembre 2022, visé ci-dessus.

Article 2 :

La SARL « mahyfee » dont le siège social est situé 17 rue de Rouvroy à Billy-Montigny (62420), est autorisée à assurer la poursuite de fonctionnement suite au déménagement et à l'extension de la micro-crèche « mahyfee », dont les principales caractéristiques sont indiquées à l'article 3.

Article 3 :

L'établissement est autorisé à fonctionner avec les caractéristiques suivantes :

- *nom et raison sociale de la personne morale gérant l'établissement* : SARL « mahyfee » ;
- *nom de l'établissement* : « mahyfee » ;
- *adresse de l'établissement* : 29 rue Danton à Billy-Montigny (62420) ;
- *type d'établissement ou de service selon le II de l'article R. 2324-17* : crèche collective ;
- *capacité d'accueil et la catégorie de l'établissement ou du service selon les articles R. 2324-46, R. 2324-47 et R. 2324-48* : micro-crèche avec une capacité d'accueil de douze places (12) ;
- *le directeur* assure le suivi technique de l'établissement, l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre du projet d'accueil (article R. 2324-47-1 du code de la santé publique). La fonction est assurée par madame Delattre Anabelle, diplômée d'État d'assistant de service social ;
- *âges limites des enfants pouvant être accueillis* : de 10 semaines à 4 ans et jusqu'à 5 ans pour les enfants porteurs de handicap et les périscolaires ;
- *jours et horaires d'ouverture* : l'établissement est ouvert du lundi au vendredi, de 07h00 à 19h00, en dehors des périodes de fermeture identifiées dans le règlement ou définies par le gestionnaire ;
- *règle d'encadrement choisie par l'établissement en application du II de l'article R. 2324-46-4 lorsque l'établissement relève du 1° du II de l'article R. 2324-17* : un rapport d'un professionnel pour six enfants ;
- *locaux* : les locaux et leurs aménagements sont conformes aux dispositions de l'article R. 2324-28 du code de la santé publique ;

Article 4 :

Le gestionnaire est tenu de respecter les exigences fixées dans le code de la santé publique qui s'appliquent à l'établissement au regard de son statut décrit à l'article II du présent arrêté ou en référence aux arrêtés du Ministre chargé de la famille.

- *conditions des surcapacités autorisées* : conformément à l'article R. 2324-27, dans les établissements d'accueil collectif mentionnés aux 1° et 2° du II de l'article R. 2324-17, le nombre maximal d'enfants simultanément accueillis peut atteindre 115% de la capacité

Accusé de réception en préfecture
062-2262000-20220929-ARR-2022-09-29-AR
Date de réception préfecture : 06/12/2022

d'accueil prévue par l'autorisation du Président du Conseil départemental ou figurant dans la demande d'avis qui lui a été adressée, sous réserve du respect des conditions décrites dans l'article ;

- *responsabilités civiles et judiciaires* : conformément à l'article R. 2324-33 du code de la santé publique :
 - I.- les personnes gestionnaires des établissements et services d'accueil s'assurent, dans les conditions prévues à l'article 776 du code de procédure pénale, que les personnes qu'elles recrutent pour exercer des fonctions, à quelque titre que ce soit, dans ces établissements et services, satisfont aux dispositions de l'article L. 133-6 du code de l'action sociale et des familles. Cette obligation s'applique également pour le recrutement des stagiaires, apprentis et intervenants extérieurs, rémunérés ou bénévoles, participant à l'accueil des enfants ;
 - II - le gestionnaire garantit contre les conséquences de sa responsabilité civile à l'occasion des dommages qu'il peut causer aux enfants ou que ce dernier peut causer à autrui : (1) les personnes qu'il emploie, (2) les bénévoles et intervenants extérieurs non-salariés, qui participent à l'accueil des enfants, sont présents dans l'établissement ou le service ou participent avec les enfants à des activités qu'il organise ;
 - il est tenu de déclarer sans délai au Président du Conseil départemental tout décès ou tout accident ayant entraîné une hospitalisation survenu à un enfant qui lui a été confié.

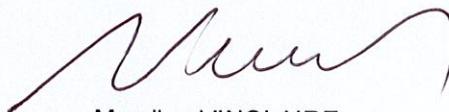
- *projet d'établissement et règlement de fonctionnement* : l'accueil des enfants est à réaliser conformément aux dispositions du code de la santé publique visées ci-dessus et aux conditions définies dans le projet d'établissement et le règlement de fonctionnement ;

- *personnel de l'établissement* : la composition du personnel encadrant les enfants respecte l'article R. 2324-47-6 du code de la santé publique :
 - 40% du personnel parmi les diplômés de puéricultrices diplômées d'État, d'éducateurs de jeunes enfants diplômés d'État, d'auxiliaires de puériculture diplômés, d'infirmiers diplômés d'État ou des psychomotriciens diplômés d'État ;
 - 60% du personnel parmi les personnels ayant une qualification de la petite enfance (arrêté du 29 juillet 2022 relatif aux professionnels autorisés à exercer dans les modes d'accueil du jeune enfant) ;

- *encadrement des enfants* : pour assurer l'accueil du nombre total de places autorisées (incluant la surcapacité autorisée) dans le présent arrêté, le gestionnaire est tenu de respecter le nombre d'encadrants minimum réglementaire notamment au regard des articles R. 2324-42, R. 23324-43 et R. 2324-47-4 du code de la santé publique.

Arras, le 13 NOV. 2022

Pour le Président du Conseil départemental, (
La Directrice générale des services



Maryline VINCLAIRE

Accusé de réception en préfecture
062-226200012-20221118-PMIEAJE202292-AR
Date de réception préfecture : 06/12/2022

Ampliations destinées à :

- Directeur de la maison du Département solidarité du territoire de Lens-Liévin
- Cheffe du service local de protection maternelle et infantile, site de Lens
- Direction des relations avec les collectivités territoriales de la Préfecture du Pas-de-Calais
- Direction de l'assemblée et des élus du Conseil départemental
- Maire de Billy-Montigny
- Conseillère thématique petite enfance de la caisse d'allocations familiales du Pas-de-Calais